



Bureau de la réglementation
et des élections

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation de l'installation de la
déchetterie Barrat Lucy située au 6 route de Lucy à MONTCEAU-LES-MINES
et exploitée par la Communauté Urbaine Creusot-Montceau (CUCM)**

N° *DCL-BENV-2023-115-1*

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 4 avril 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DLPE-BENV-2015 2151 du 3 août 2015 relatif à l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 antérieurement délivré à la CUCM pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines

Vu le récépissé n°215-0046 du 3 août 2015 relatif à la déclaration au titre de la rubrique 2710-1 antérieurement délivré à la CUCM pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines ;

Vu la demande du 1^{er} décembre 2021 présentée par la CUCM dont le siège social est situé Château de la Verrerie – BP 90069 71206 Le Creusot cedex à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de déchetterie située au 6 rue de Lucy 71300 Montceau-les-Mines et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date des 23 mai et 16 septembre 2022 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu la décision d'examen au cas par cas en date du 17 novembre 2020 ;

Vu la décision en date du 17 octobre 2022 du président du tribunal administratif de Dijon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 novembre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 15 jours du 5 décembre 2022 au 19 décembre 2022 inclus sur le territoire des communes de Montceau-les-Mines, Saint-Vallier et Sanvignes-les-Mines ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications en date du 18 novembre et 9 décembre 2022 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Sanvignes-les-Mines ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 17 mars 2023 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 22 mars 2023 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant de la déchetterie de Montceau-les-Mines sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la localisation du projet en zone urbanisée à vocation industrielle au croisement d'une route nationale et d'une route départementale et en dehors de périmètres de connaissance ou de protection de la biodiversité et de zones humides répertoriées ;

Considérant qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial en prévoyant des dispositions :

- relatives au fonctionnement du bassin de rétention des eaux pluviales et l'imperméabilisation du fossé existant permettant de garantir la disponibilité du volume requis pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- relatives aux rejets des eaux pluviales avec :
 - la régulation du débit du rejet des eaux pluviales en sortie du site avant rejet dans le milieu naturel ;
 - la prise en compte de valeurs limites de rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel permettant de garantir un bon état des eaux ;

et permettant ainsi de prévenir des risques pour l'environnement ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et de l'avis du commissaire enquêteur et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire :

ARRÊTE

ARTICLE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 - *Exploitant titulaire de l'autorisation*

La communauté urbaine Creusot-Montceau (CUCM) (SIRET 24710029000011), dont le siège social est situé à Château de la Verrerie – BP 90069 71206 Le Creusot cedex est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Montceau-les-Mines, au 6 rue Lucy (coordonnées Lambert 93 X=802493 et Y=6619120), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 - *Localisation et surface occupée par les installations*

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section
Montceau-les-Mines	222	CI

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 500 m².

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 9000 m².

Article 1.1.3 - *Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation*

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

Article 1.2 - Nature des installations

Article 1.2.1 - *Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées*

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site	Seuil de classement
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Collecte des déchets dangereux : 17 tonnes	A

Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site	Seuil de classement
	1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t		
2710-2	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	Collecte de déchets non dangereux : 750 m ³	E
2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : 2. Supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieure à 30 t/j.	Quantité traitée maximale de 29 t/j	D

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration

Article 1.2.2 - Autres limites de l'autorisation

Article 1.2.2.1 - Déchets admis

La liste des déchets admissibles est définie par la collectivité territoriale en fonction des filières de valorisation ou d'élimination existantes sur son territoire et de la configuration du site.

Les quantités sont limitées aux volumes indiqués aux articles 1.2.1 et 6.3.4.

Article 1.2.2.2 - Déchets interdits

La liste des déchets interdits, non exhaustive, est la suivante :

- les ordures ménagères
- les véhicules hors d'usage (VHU)
- les cadavres d'animaux
- les produits explosifs ou radioactifs
- les produits toxiques ou dangereux, corrosifs ou instables (exemple les bouteilles de gaz)
- les déchets hospitaliers (anatomiques ou infectieux)
- les médicaments
- les bâches agricoles

La liste exhaustive des déchets acceptés est affichée à l'entrée de la déchetterie. Tout déchet non inscrit sur cette liste est exclu.

Article 1.2.2.3 - Origine géographique des déchets

Les déchets déposés à la déchetterie sont principalement produits par les particuliers résidant sur le territoire de la CUCM. Ils peuvent également provenir des administrations et des établissements éducatifs, des services municipaux des communes de la CUCM et des artisans et commerçants domiciliés sur le territoire.

Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

Article 1.3 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

Article 1.3.1 - *Durée de l'autorisation*

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée ; l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de 3 ans ou n'a pas été exploitée durant 3 années consécutives.

Article 1.3.2 - *Cessation d'activité et remise en état*

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et pour l'application de l'article R. 512-39-3, l'état dans lequel doit être remis le site est compatible avec l'usage futur suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Après cessation des activités sur le site, seuls demeurent les bâtiments vides et les voiries extérieures. Tant que les bâtiments vides et les voiries extérieures demeurent présents, la CUCM s'assure du bon fonctionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales en vérifiant annuellement leur état et en les curant si nécessaire. Les bons de curage sont tenus à la disposition du service des installations classées.

Article 1.3.3 - *Équipements abandonnés*

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.4 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 2 - PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Il n'y a pas de sources d'émissions atmosphériques canalisées sur le site.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

En cas de besoin, une brumisation est appliquée lors du broyage des déchets verts.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les consommations d'énergie.

Le brûlage des déchets est interdit.

ARTICLE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 3.1.1 - *Origine et réglementation des approvisionnements en eau*

Les besoins en eau de l'établissement sont assurés par le réseau d'adduction public. L'arrivée est munie d'un dispositif totaliseur des quantités prélevées et est protégée contre les risques de contamination par un dispositif de disconnexion.

Aucun prélèvement n'est effectué dans les eaux souterraines et le milieu naturel.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal (période normale)	
		Maximum journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	Montceau-les-Mines	0,7	200

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 9000 m².

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 3 l/s/ha, soit 10,8 m³/h .

Article 3.1.2 - *Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Article 3.2.1 - Collecte et traitement des eaux

Toutes les eaux sanitaires, industrielles et pluviales sont collectées dans des réseaux séparatifs. Ces ouvrages assurent également leur traitement et leur évacuation sont correctement dimensionnés, étanches, accessibles et curables et sont l'objet d'une surveillance régulière de leur état d'usure.

Les dispositifs de prétraitement des eaux pluviales sont vidangés et nettoyés régulièrement, au moins une fois par an.

Un système permet d'isoler le bassin de rétention des eaux pluviales de la déchetterie en cas de pollution ou d'incendie. Il est régulièrement contrôlé.

Les contrôles périodiques de l'encrassement du bassin de rétention des eaux pluviales par des dépôts et des matières organiques donnent lieu à des curages aussi fréquents que nécessaire.

Article 3.2.2 - Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc...

Toutes les eaux pluviales de ruissellement issues des haut et bas de quai et une partie des eaux collectées sur la zone de parc à bennes sont collectées via un réseau enterré et un fossé imperméabilisé et envoyées au réseau d'eaux pluviales du site qui rejoint le bassin de rétention de 462 m³ après passage dans un séparateur hydrocarbures de capacité de 8 m³.

Le reste des eaux de la zone de parc à bennes rejoignent un autre réseau équipé également d'un séparateur hydrocarbures de 3 m³.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents - Traitement	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective
Pt N°1	X : 802 395,41 Y : 6 619 170,72	Eaux pluviales en sortie du bassin de rétention – Pré-traitement : séparateur d'hydrocarbures	Réseau d'eaux pluviales	Nom masse d'eau : Bourbince Code SANDRE : K13-0300
Pt N°2	X : 802 452,54 Y : 6 619 097,39	Eaux pluviales de la zone de stockages des bennes Pré-traitement : séparateur d'hydrocarbures	Réseau d'eaux pluviales	Nom masse d'eau : Bourbince Code SANDRE : K13-0300

Article 3.2.3 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 3.3 - Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les rejets d'eaux pluviales (rejets n°1 et n°2) susceptibles d'être pollués permettent de respecter sans dilution les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°1 et n°2 :

- Température maximale : 30 °C
- pH : 5,5 à 8,5
- Débit maximal journalier : 259,2 m³/j
- Débit maximum horaire : 10,8 m³/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1	Rejet n°2	Rejets n°1 et 2	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Matières en suspension	1305	100	100	Annuelle	Résultats de mesures maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées
DCO	1314	160	160		
DBO ₅	1313	32	32		
Indices phénols	1440	0,3	0,3		
Chrome hexavalent	1371	0,1	0,1		
Cyanures totaux	1390	0,1	0,1		
AOX	1106	5	5		
Arsenic	1369	0,1	0,1		
Hydrocarbures totaux	7009	10	10		
Métaux totaux	8095	15	15		

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

Article 3.4 - Dispositions spécifiques sécheresse

L'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants :

- seuil de vigilance ;
- seuil d'alerte ;
- seuil d'alerte renforcée ;
- seuil de crise ;

définis dans l'arrêté préfectoral cadre définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance. La levée des mesures spécifiques imposées par le présent arrêté, est effective pour un épisode donné de sécheresse, lors de la publication de l'arrêté préfectoral levant les mesures de restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire.

Article 3.4.1 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant élabore une procédure « sécheresse », tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et dans laquelle il explicite les différentes mesures mises en place (complétant celles définies au travers du présent arrêté), pour réduire les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que pour limiter les rejets polluants et pour renforcer leur surveillance, et ce, à chaque niveau de restriction des usages de l'eau.

Par ailleurs, l'exploitant tient à jour un dossier justifiant du respect des dispositions présentées au sein du tableau de l'article 3.4.2. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.4.2 - Adaptation des prescriptions sur les prélèvements et consommation d'eau en cas de sécheresse

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau, ainsi que les mesures spécifiques suivantes :

		Disposition à mettre en œuvre			
		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Sensibilisation		Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
	/	Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.			
Action de réduction des prélèvements ou consommations	/	– Un renforcement du suivi des consommations est mis en place – L'exploitant intègre, dans son processus de suivi des consommations d'eau, un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils de sécheresse.			
	/	– L'arrosage des pelouses ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers...) sauf pour raisons de sécurité et de salubrité. – Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation. – Les tests à l'eau (essais périodiques de défense contre l'incendie, tests d'étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité. – Les économies d'eau réalisées à la suite de la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.			
	/	L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les			

		opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour abouti notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.
	/	Le préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, interdire des prélèvements d'eau mis en œuvre par l'exploitant.

Les prélèvements d'eau liés à la lutte contre un incendie ou à la mise en sécurité des installations du site nécessitant d'être arrêtées ne sont pas concernées par les dispositions précédentes.

ARTICLE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

Article 4.1 - Limitation des niveaux de bruit

Les mesures suivantes sont retenues pour réduire les bruits et les vibrations mécaniques susceptibles d'être produits par les installations :

Article 4.1.1 - Mesures liées au fonctionnement du site

- limitation effective de la vitesse des véhicules en circulation sur le site
- arrêt des moteurs des véhicules en stationnement

Article 4.1.2 - Mesures liées au fonctionnement des installations :

- utilisation d'un broyeur spécial déchetterie stationnaire électrique type MZA 1400 de 90 kW
- broyeur placé sur une des 3 bennes de la zone bennes des déchets verts à une distance minimale de 30 m des limites de propriété
- limitation du temps de fonctionnement du broyeur
- établissement d'un mode opératoire des opérations de broyage

Article 4.1.3 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 à 4	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée en annexe du présent arrêté.

Article 4.1.4 - Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation, préférentiellement lors d'une campagne de broyage des déchets verts, puis tous les 3 ans.

Article 4.1.5 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (point n°5).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les valeurs d'émergence admissibles ci-dessus s'appliquent au-delà d'une distance de 160 m des limites de propriétés précisées sur le plan définissant la localisation des points de mesure des émissions sonores dans l'environnement, en annexe du présent arrêté.

Article 4.2 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 4.3 - Limitation des Émissions lumineuses

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- l'éclairage est dirigé, autant que possible, vers le sol, pour éviter les impacts à l'extérieur du site ;
- les bâtiments sont conçus de manière à utiliser autant que possible la lumière naturelle et donc afin de réduire les besoins d'éclairage artificiel ;
- l'éclairage d'appoint est limité au strictement nécessaire pendant la nuit ;
- la maintenance des équipements est effectuée autant que possible pendant la journée, de manière à réduire l'emploi de l'éclairage pendant la nuit.

ARTICLE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 5.1 - Conception des installations

Article 5.1.1 - Dispositions constructives et comportement au feu

Bâtiment/local	Dispositions constructives		
	Local, sol, toiture	Murs - Portes et fermetures	Parois séparatives
Locaux (déchets spécifiques) DDS diffus	Matériaux de classe A2s2d0 Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1) Toiture : CROOF3 Ventilation	Murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	/
Local petit flux	Matériaux de classe	Murs extérieurs et murs	Paroi de degré REI 120

réemploi	A2s2d0 Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1)	séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	séparant bâtiment de stockage de la zone de réemploi
----------	---	--	--

Le local DDS est équipé d'une ventilation par extraction d'air permettant un renouvellement d'air suffisant (300 m³/h).

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2 - Désenfumage

Le local « petit flux » doit être équipé de dispositif de désenfumage conformes aux normes en vigueur et respectant l'article 14 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé.

Article 5.1.3 - Organisation des stockages

Les stockages des bennes de déchets verts et du broyeur stationnaire de déchets végétaux sont implantés à une distance minimale de 30 m des limites de l'établissement.

Stockage	Dispositions spécifiques			
	Nature des produits stockés	Quantité	Îlotage - aménagement	Rétention
Locaux DDS (déchets diffus spécifiques)	Déchets de matières dangereuses, liquides inflammables Mode de stockage : bidons, aérosols, pots dans des caisses-palettes	Quantité maximale : local Eco DDS : 800 kg - local de 18 m² local hors Eco DDS : 500 kg - local de 12 m²	Pas de superposition des conteneurs Mise en place en rayonnage ou étagères possible	Local sur rétention étanche sur caillebotis
Local petit flux (zone des REP (Responsabilité élargie du producteur) / réemploi et de dons	Piles en fûts Petits Appareils en Mélange (PAM), cartouches d'encre, radios et batteries dans des bacs Huiles minérales et néons /ampoules en containers de récupération	Quantité maximale : huiles minérales : 1,35 tonnes batteries et piles : 1,93 tonnes DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) : 0,8 tonne Petits électroménagers dont écrans : 3 tonnes cartouches d'encre : 200 kg Radiographies : 100 kg Ampoules- Néons : 100 kg Huiles végétales : 0,5 t	Zone de réemploi et dons : 30 m² Zone des REP de 54 m² Zone de REP : bacs au sol sans superposition	Containers des huiles minérales et des huiles synthétiques pourvu de rétention étanches
Zone de stockage de l'amiante lié	En bennes qui une zone spécifique et matérialisée de la zone de stockage	5 tonnes maximum lors de la matinée choisie – 1x/mois – 2h maximum	Interdite d'accès à toute personne non autorisées Délimitée par	

	des bennes en attente		rubalise et marquage au sol Signalée par panneau réglementaire « amiante » Signalisation port des EPI	
Stockage des déchets verts	3 bennes	1 benne de 35 m ³ 2 bennes de 30 m ³	-	-
Stockage des déchets combustibles (écomobilier/encombrants/cartons)	1 benne écomobilier 1 benne encombrants 1 benne cartons	3 bennes de 30 m ³ chacune	-	-

L'organisation de l'ensemble des stockages respecte les descriptions et les plans fournis dans l'étude des dangers et ses compléments.

Article 5.1.4 - Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

En cas de non présence d'un personnel, l'accès au site se fait par un portail « accès pompiers », d'une largeur de 3 m minimum, équipé d'un dispositif manœuvrable par un triangle pompier de diamètre 14 mm.

Les abords des bâtiments et installations sont aménagés, afin de permettre un accès et une circulation aisés pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

Article 5.1.5 - Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les voiries et dallages du site doivent présenter des pentes orientées vers l'intérieur du site et doivent permettre ensuite de diriger les eaux pluviales ou d'incendie vers le réseau de collecte des eaux pluviales (canalisations et fossé imperméabilisé).

En cas de déversement accidentel d'un produit polluant, d'incendie ou de défaillance du système de traitement au droit de la plateforme imperméabilisée, l'actionnement d'un bouton coup de poing actionné depuis le coffret placé à proximité du bassin doit permettre le confinement des eaux, via le gonflement d'un ballon, dans le bassin de rétention suffisamment dimensionné.

Le volume de rétention est en permanence de 462 m³ pour récupérer les eaux pluviales de ruissellement (340 m³) et les eaux d'extinction incendie (120 m³).

L'exploitant établit une procédure relative à l'isolement du site. Cette procédure doit comprendre notamment la localisation et la réalisation de tests de fonctionnement du bouton coup de poing enclenchant la mise en confinement automatique des eaux sur le site, les opérations de curage des réseaux et bassins, des tests d'étanchéité du fossé imperméabilisé.

Article 5.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 5.2.1 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières

combustibles, des déchets verts et des zones de stockage où sont regroupés les déchets (bungalow, local DDS, local « petit flux ») ;

- des kits d'absorption doivent être judicieusement répartis dans l'établissement notamment à proximité des stockages d'huiles usagées et des locaux DDS.

Article 5.2.2 - Organisation

L'exploitant établit et rend disponible en cas d'intervention un plan d'intervention conforme à la norme NF X08-070 mentionnant au minimum :

- la superficie des zones,
- l'emplacement, les caractéristiques et le cas échéant le volume des points d'eau incendie ;
- le volume et la surface des réserves destinées à la rétention des eaux d'extinction ;
- l'emplacement des organes de coupure, des fluides et des sources d'énergie ;
- l'emplacement des dispositifs et commandes de sécurité.

ARTICLE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 6.1 - Prévention et gestion des déchets générés par le site

Les conditions d'entreposage des déchets satisfont les règles de prévention des nuisances et des risques.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers des installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant conformément aux dispositions du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.

Le cas échéant, l'exploitant émet un bordereau de suivi des déchets produits par le site et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

Article 6.2 - Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 03 01 / 20 01 08	Ordures ménagères (déchets bureaux ou de repas)
Déchets dangereux	15 02 02*	Chiffons / absorbants souillés
	13 05 02*	Boues des séparateurs d'hydrocarbures
	13 05 07*	Eaux mélangées à des hydrocarbures provenant de séparateurs

Article 6.3 - Gestion des déchets reçus par l'installation

Article 6.3.1 - Conception des installations

L'exploitation de la déchetterie se fait sur deux niveaux :

- Quai haut - Circuit public :

✓ Une zone de bennes comportant 10 quais pour des bennes de 15 à 35 m³ selon la nature du déchet dédiées au stockage des déchets non dangereux et des inertes ;

✓ Des conteneurs ou locaux déchets (DEEE, DDS, huiles minérales...) :

Les locaux sont directement accessibles depuis le quai haut pour les usagers.

Les conteneurs ou locaux de stockage DEEE, DDS sont clos, couverts et fermés par une porte métallique.

✓ Une zone de réemploi (dans le local « petit flux ») destiné à accueillir les objets en réemploi pouvant être utilisés à nouveau pour leur usage initial de type vaisselles, petit électroménager, jouets, matériel informatique, équipement de sport...

- Quai bas :

Il est réservé à la circulation des camions pour l'enlèvement des bennes et le chargement des gros DEEE qui sont stockés bas de quai.

La déchetterie comporte également une aire du parc à bennes en attente, au droit de laquelle est réalisée sur une zone spécifique les opérations de dépôt, emballage et étiquetage des déchets d'amiante (1 fois par mois, pendant 2h, sur rendez-vous).

Article 6.3.2 - Limitation des dépôts en déchetterie

Les volumes de déchets admis sont limités au contenu des véhicules autorisés –véhicules de PTAC inférieur à 3,5 t et de largeur carrossable inférieure ou égale à 2,25 m et doivent être compatibles avec les contraintes d'exploitation de la déchetterie.

En cas d'apports au-delà d'un passage par jour, l'exploitant informe l'utilisateur sur les capacités d'accueil de la déchetterie.

Cette capacité d'accueil de la déchetterie est déterminée par l'agent d'accueil habilité.

Les déchets sont réceptionnés uniquement pendant les heures d'ouverture de l'installation et sous le contrôle de l'agent d'accueil.

Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé au déposant, l'agent d'accueil l'informe des filières existantes pour sa gestion.

Un agent est chargé de réceptionner tout déchet à stocker à l'intérieur des locaux DDS et petits DEEE.

Article 6.3.3 - Gestion des déchets collectés – Transports – Traçabilité

Les matériaux, objets ou produits doivent être déposés directement par le public et de façon sélective dans autant de casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets. Ils ne doivent en aucun cas être stockés à même le sol. Les emplacements et types de déchets sont signalés par panneaux.

Les déchets recueillis doivent être envoyés selon leur nature dans des filières spécifiques et agréées évitant ainsi tout risque de pollution, de dégradation de la nature ou de foyers d'infections.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Si nécessaire, plusieurs rotations hebdomadaires doivent être réalisées pour évacuer les bennes pleines.

Les opérations d'enlèvement de déchets doivent être réalisées par des entreprises de transport disposant de véhicules adaptés vers des installations de destination qui disposent des autorisations nécessaires.

Les déchets dangereux doivent être emballés et évacués conformément à la réglementation relative au transport international des marchandises dangereuses (ADR).

Les déchets papier et cartons qui ne sont pas stockés à l'abri de la pluie doivent être évacués au moins une fois par mois.

L'exploitant doit fixer les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets verts entrant ou après leur broyage. Ces consignes sont intégrées au mode opératoire des opérations de broyage qui sera établi par l'exploitant.

L'exploitant établit et applique le mode opératoire pour la gestion des déchets d'amiante lié. L'exploitant met à disposition des usagers les moyens d'ensachage des déchets.

Article 6.3.4 - Description des déchets entrants

Les principaux déchets reçus sur le site sont les suivants :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Quantités admises (tonnage maximal admissible)
Déchets dangereux	Amiante : 17 06 01* et 17 06 05* Huiles minérales : 20 01 26* Batteries et piles : 20 01 33* DASRI (déchets d'activités de soins à risques infectieux) : 18 01 03* DEEE : 20 01 35* DDS peinture : 20 01 27* DDS détergents : 20 01 29* DDS pesticides : 20 01 19* DDS solvants : 20 01 13* Cartouches d'encre : 08 03 17* Radiographies : 18 01 06* Ampoules- Néons : 20 01 21*	Particuliers / administrations / artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	Amiante : 5 tonnes Huiles minérales : 1,35 tonnes Batteries et piles : 1,93 tonnes DASRI : 1 tonne DEEE : 0,8 tonne Petits électroménagers dont écrans : 3 tonnes Local Eco DDS : 800 kg Local Hors ECO DDS : 500 kg Cartouches d'encre : 200 kg Radiographies : 100 kg Ampoules- Néons : 100 kg
Déchets non dangereux	Déchets verts : 20 02 01 Encombrants : 20 03 07 DEEE : 20 01 36 Ecomobilier : 20 03 07 Cartons : 20 01 01 Pneus : 16 01 03 Bois : 20 01 38 Huiles végétales : 20 01 25 Plâtres : 10 13 99 Ferrailles : 20 01 40 Pneus jantés : 16 01 03 Capsules café : 20 01 08 Bouchons plastiques : 20 01 39 Vêtements/textiles : 20 01 10/20 01 11 Verres : 20 01 02 Bouchons lièges : 03 01 01 Bâches souples : 02 01 04 Polystyrène : 15 01 02	Particuliers / administrations / artisans et commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	déchets verts : 215 m ³ Encombrants : 70 m ³ DEEE : 30 m ³ Ecomobilier : 60 m ³ Cartons : 30 m ³ Pneus : 30 m ³ Bois : 35 m ³ Huiles végétales : 0,5 t Plâtres : 60 m ³ Ferrailles : 35 m ³ Pneus jantés : 25 m ³ Capsules café : 200 L Bouchons plastiques : 240 L Colonne Relais : 1500 L Verres : 12 m ³ Bouchons lièges : 120 L Bâches souples : 2 m ³ Polystyrène : 1 m ³
Déchets inertes	Gravats : 20 02 02 / 17 01 01 /17 01 02 / 17 01 03	Particuliers / administrations / artisans et	Gravats : 15 m ³

		commerçants résidant sur le territoire de la CUCM	
--	--	---	--

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS CONNEXES

Article 7.1 - Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

Article 7.1.1 - Plage d'exploitation

La déchetterie peut être conduite, hors jours fériés, du lundi au dimanche en présence d'un agent de la déchetterie.

Article 7.1.2 - Accès et signalisation

L'accès à la déchetterie est aménagé, en accord avec le service gestionnaire compétent, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Les véhicules en attente de franchissement de la barrière de la déchetterie sont stationnés prioritairement sur une voie à l'intérieur du site. La file d'attente peut se prolonger dans la rue Lucy, impasse se terminant en rond-point, dans la mesure où cela n'entraîne pas d'encombrement gênant la circulation des autres véhicules ou des piétons.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture d'au moins 2 m de hauteur. Il est inaccessible en dehors des heures d'ouverture.

Article 7.1.3 - Prévention des chutes et collisions

Le bassin de rétention des eaux pluviales est clôturé de manière à être inaccessible par le public. Les abords sont entretenus régulièrement.

Article 7.2 - Applicabilité des arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales susvisés sont applicables aux installations selon les dispositions suivantes :

Arrêté ministériel	Installations où l'arrêté est applicable	Installations où l'arrêté n'est pas applicable
26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Ensemble du site	/
18/05/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Zone de stockage des déchets verts (en benne) et opération de broyage (broyeur stationnaire sur benne)	Reste du site

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINALES

Article 8.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 8.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8.3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Montceau-les-Mines et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Montceau-les-Mines du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;


3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : Montceau-les-Mines, Sanvignes-les-Mines et Saint-Vallier ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8.4 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de l'arrondissement d'Autun, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, le directeur de l'agence régionale de santé Bourgogne Franche-Comté et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Montceau-les-Mines et à la communauté urbaine Creusot-Montceau.

A Mâcon, le **25 AVR. 2023** Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Annexe I : localisation des points de mesure des émissions sonores dans l'environnement



